

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Comment le mouvement étudiant démocratise les structures du militantisme

Alain Savard

Number 17, Winter 2017

Démocratie : entre dérives et recomposition

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/84472ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Savard, A. (2017). Comment le mouvement étudiant démocratise les structures du militantisme. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (17), 159–164.

Comment le mouvement étudiant démocratise les structures du militantisme

ALAIN SAVARD¹

Au printemps 2012, le mouvement étudiant québécois rejoignait la vague de contestation internationale contre les mesures d'austérité. Pendant plusieurs mois, plus de 200 000 étudiantes et étudiants – soit environ 50 % de l'effectif postsecondaire – ont fait grève contre une hausse des frais de scolarité. Semaine après semaine se succédaient actions artistiques, manifestations nocturnes, blocages de cibles économiques et manifestations monstres. Pour plusieurs observateurs internationaux, cette grève s'inscrivait dans la lignée directe des indignés, du mouvement *Occupy*, des luttes étudiantes au Chili et en Angleterre. S'il est vrai que le mouvement étudiant de 2012 répondait à une mesure d'austérité, son émergence tient davantage de la longue histoire des grèves étudiantes québécoises. Le mouvement étudiant tire sa force de son mode d'organisation et de ses tactiques de pratiques militantes profondément ancrées dans des organisations démocratiques.

Un mouvement diversifié

Le mouvement étudiant est en effet profondément ancré dans des associations étudiantes, qui se sont structurées comme l'est le monde syndical nord-américain : elles ont adopté le processus d'adhésion et de cotisation automatiques et obligatoires de la formule Rand. Pourtant, cette formule n'a pas été imposée aux associations étudiantes : elle s'est progressivement implantée par des ententes de gré à gré sur les campus, jusqu'à ce que l'État québécois uniformise et légalise cette pratique en 1982.

La structure de ces associations varie toutefois en fonction du niveau d'étude et de la taille des institutions. Dans les cégeps (institutions postsecondaires et préuniversitaires), il y a une seule association étudiante par campus. Les plus petites associations comptent quelques centaines de membres, alors que celles des plus gros campus regroupent environ 6000 étudiantes et étudiants. Dans les grandes universités, diverses associations étudiantes coexistent : certaines représentent les intérêts des étudiantes et des étudiants d'un seul programme d'étude – soit généralement entre quelques dizaines et quelques centaines de personnes, alors que les plus grandes en comptent plusieurs milliers; elles représentent la population étudiante d'une faculté ou d'un campus.

1 Docteurant en sciences sociales à l'Université York de Toronto.

Peu importe leur taille, la plupart des associations étudiantes ont une organisation interne similaire : un conseil exécutif et une assemblée générale. L'assemblée générale est ouverte à toutes et à tous les membres et se rencontre au moins une fois par année pour adopter le budget de l'association et élire son conseil exécutif. Dans la plupart des associations, l'assemblée générale peut infirmer les décisions du conseil exécutif. Il existe également des fédérations nationales que les associations locales peuvent joindre. Ces fédérations sont gouvernées par des congrès réunissant les délégué-e-s des associations locales et un conseil exécutif.

Créée en 2001, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) est l'héritière de la tradition du syndicalisme de combat étudiant initié par l'Association nationale des étudiantes et étudiants du Québec (ANEEQ), fondée en 1974 et dissoute en 1993. Le nombre de membres de l'ASSÉ est passé de 20 000 en 2004 à 40 000 en 2011, et atteint maintenant 70 000 (soit près de 20 % de tout l'effectif étudiant postsecondaire). L'association défend l'éducation gratuite, la démocratie directe et la combativité.

Les autres fédérations (la FECQ, l'ex-FEUQ et l'UEQ²) ressemblent plus aux centrales syndicales; elles sont hautement centralisées et défendent des valeurs progressistes, mais elles préfèrent le lobby à la confrontation. Avant la grève étudiante de 2005, elles regroupaient plus de 260 000 membres, faisant d'elles – aux yeux des politiciens et des médias – les représentantes légitimes des étudiantes et des étudiants. Depuis, leur nombre de membres a chuté : il atteint maintenant environ 120 000.

Un outil qui s'appelle la grève

Si les associations étudiantes votent parfois des grèves limitées sur des enjeux locaux, il n'en demeure pas moins que la force réelle du mouvement étudiant réside dans son moyen ultime : la grève générale illimitée – comme celles qui ont eu lieu en 2005 et en 2012. Depuis la première grève de ce type en 1968, ce moyen a été utilisé à neuf reprises au Québec. Les étudiantes et les étudiants votent la grève en assemblée générale, sachant qu'elle mettra fin à toutes les activités académiques. Dans les cégeps et les petites universités, la grève ferme le campus au complet. Dans les grandes universités, la grève concerne les étudiantes et étudiants d'un département ou d'une faculté, jamais de tout un campus.

Le droit de grève n'est pas encadré légalement, mais les moyens utilisés lors de la grève, comme les lignes de piquetage et les actions bruyantes visant à perturber les cours, sont techniquement illégaux. Avant 2012, la plupart des administrations de campus toléraient ces pratiques et n'entreprenaient pas de recours légaux contre les militantes et les militants. L'année 2012 marque

2 FECQ : Fédération étudiante collégiale du Québec ; FEUQ : Fédération étudiante universitaire du Québec ; UEQ : Union étudiante du Québec.

toutefois un tournant : des administrations et des étudiants ont eu recours à des injonctions et à des procédures d'expulsion de militantes et de militants pour miner l'efficacité de la grève étudiante. Ces tentatives ont cependant eu un succès fort limité. Elles ont par contre généralement envenimé la situation, sans toutefois parvenir à mettre fin à la suspension des cours occasionnée par la grève.

Le rôle-clé de l'assemblée générale

Comment expliquer ce militantisme de longue durée ? C'est que les militantes et les militants sur les campus, avec peu d'assistance externe, ont transféré année après année leurs connaissances sur l'organisation d'assemblées générales et de grèves.

La plupart des étudiantes et des étudiants ne connaissent pas les principes et les pratiques du syndicalisme étudiant au moment de leur arrivée au niveau postsecondaire. Si l'association étudiante ne se mobilise pas fréquemment, les membres percevront l'association comme un « club étudiant » parmi d'autres, comme le club d'échecs ou le comité environnement. L'association étudiante est l'endroit où vont les personnes qui s'intéressent à la politique générale ou encore à des sujets comme les frais de scolarité. En ce sens, elle n'apparaît pas si différente du comité d'Amnistie internationale, par exemple. Mais la perception de l'association étudiante change lors de la première assemblée générale qui discute de grève. C'est là que les nouveaux et les nouvelles apprennent que l'assemblée générale a le pouvoir de déclencher une grève et que celle-ci dispose du pouvoir de suspendre les cours. À ce moment, les sujets de l'assemblée générale apparaissent sous un nouveau jour. Le choix des campagnes politiques, les revendications et les actions deviennent d'intérêt général, car ces choix *pourraient* mener à une grève. La possibilité de la grève élargit donc d'emblée les débats politiques dans l'association. Comme tout le monde est affecté et, surtout, que tout le monde peut débattre, apporter des propositions et voter pour ou contre la grève, les étudiantes et les étudiants *doivent* prendre position.

En ce sens, la traditionnelle journée de grève est bien plus qu'une étape dans la construction d'un rapport de force contre le gouvernement. Chaque fois qu'une grève étudiante a lieu, elle initie les nouveaux et les nouvelles aux normes et aux pratiques de la grève, mettant en place la condition préalable à l'organisation de futures grèves. Si de génération en génération étudiante, la grève survit, c'est à travers les pratiques et les structures autonomes du syndicalisme étudiant.

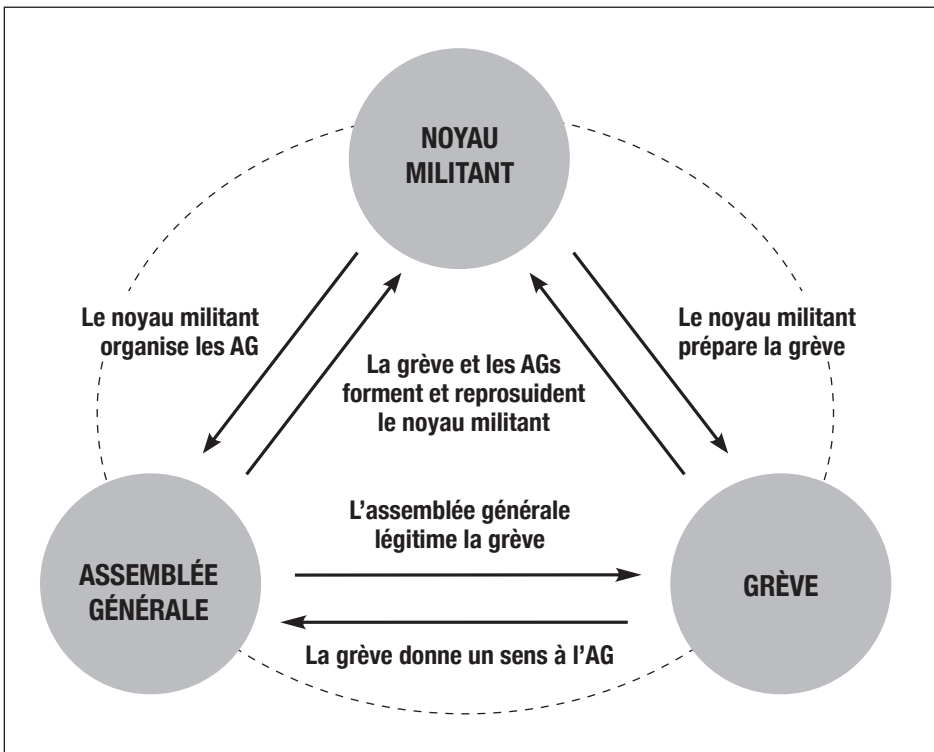
Démocratiser la lutte, l'assise de la grève

Sans la tenue d'assemblées générales, la grève ne parviendrait pas à établir sa légitimité auprès des étudiantes et des étudiants. Faire la grève sans un vote démocratique dépendrait alors avant tout de la force des piquets de grève. Toutefois, le noyau militant est généralement trop petit pour bloquer complètement les campus, tout spécialement si une majorité d'étudiants

décident d'entrer de force aux cours. En prenant démocratiquement la décision de faire grève, l'association étudiante crée les conditions par lesquelles il devient possible d'obtenir le consentement du corps étudiant.

Bien sûr, la paire assemblée générale-grève ne se perpétue pas par elle-même. Le noyau militant de l'association doit organiser les assemblées générales, convaincre les étudiantes et les étudiants de faire grève et prendre en charge les moyens d'action pour appliquer le mandat de grève. Mais, bien entendu, ce noyau militant n'arrive pas au cégep ou à l'université avec une connaissance innée de tout cela. De plus, comme la rotation de la population étudiante est très rapide, le noyau militant doit se renouveler sur une base fréquente. C'est spécifiquement le duo assemblée générale-grève qui initie une masse importante de gens aux pratiques de la grève et de la démocratie et qui permet le recrutement de nouveaux et de nouvelles membres pour le noyau militant.

Le schéma suivant permet de visualiser les trois éléments fondamentaux qui font la spécificité et le dynamisme du mouvement étudiant : l'assemblée, la grève et le noyau militant. Il montre que chaque élément est crucial. Si l'un d'entre eux s'affaiblit ou disparaît, il peut menacer le reste.



Si aucune grève n'a lieu pendant une période prolongée sur un campus, le noyau militant perdra progressivement les connaissances liées à l'organisation de grèves et aura de la difficulté à recruter une relève. La participation aux assemblées chutera et l'association étudiante perdra son rôle politique. Plus ce trio s'affaiblit, plus il devient difficile de repartir le cycle de lutte sans aide externe. La plupart du temps, lorsque cela arrive, l'association étudiante glisse vers l'organisation d'activités sociales comme les partys et s'orientant vers les clubs d'appartenance.

Une solidarité construite pas à pas

D'autres facteurs, dont l'association étudiante elle-même, contribuent toutefois à stabiliser les pratiques du syndicalisme de combat étudiant. Les statuts et règlements d'une association, par exemple, incluent généralement les procédures pour organiser des assemblées générales et voter des grèves. Les cotisations automatiques obligatoires permettent à l'association d'embaucher une ou un employé. Souvent, ces employé-e-s sont d'anciens militants ou militantes capables de transmettre leur connaissance de l'organisation d'assemblées et de grèves, même après de longues périodes de creux. Bien sûr, cela n'est jamais aussi efficace que la pratique de la grève elle-même, mais les employé-e-s constituent un filet de secours qui permet au mouvement de ne jamais s'arrêter complètement.

La solidarité inter-campus est aussi un élément important, car seule une minorité d'associations étudiantes à travers le Québec est capable de maintenir un cycle stable d'assemblées, de grèves et de renouvellement du noyau militant sur de longues périodes. Lorsque les noyaux militants des campus mobilisés aident les campus démobilisés, ils peuvent transformer ces derniers et repartir le cycle local.

Ce phénomène survient surtout dans les moments menant aux grèves générales illimitées. Les campus les plus mobilisés aident alors les autres associations à organiser leurs assemblées générales, leurs votes de grève et à former des étudiantes et des étudiants dans l'action. Les fédérations étudiantes combatives ont historiquement effectué ce travail de solidarité – comme l'ASSÉ en 2005 et en 2012, par exemple. De plus, lorsqu'une grève illimitée démarre, la taille de la mobilisation crée un contexte favorable pour motiver la gauche des campus démobilisés à imiter les pratiques de grève. Et comme les grèves illimitées surviennent en moyenne tous les cinq ans, ces moments de solidarité entre campus ne sont jamais trop éloignés. Le succès historique des grèves générales est également important pour maintenir la pertinence et l'efficacité de la grève comme tactique. La tradition orale du militantisme étudiant considère que huit des neuf dernières grèves ont obtenu des victoires (au moins partielles).

La migration de la population étudiante des cégeps vers les universités est également un mécanisme qui explique le renouvellement des noyaux militants à l'université. En fait, plusieurs associations étudiantes n'ont pas besoin du duo de la grève et de l'assemblée pour diffuser les pratiques du syndicalisme de combat, car les étudiantes et les étudiants provenant du cégep sont déjà passés par là.

Le syndicalisme traditionnel lobbyiste déclassé par le syndicalisme de combat

Le travail militant qui vise à soutenir les pratiques du syndicalisme de combat est plus difficile à cause de la frange lobbyiste du mouvement – principalement organisée au sein de la FECQ et de l'UEQ. Ces groupes orientent leurs pratiques vers la construction de relations de confiance avec des individus bien placés à l'intérieur des partis politiques et dialoguent fréquemment avec le gouvernement en espérant obtenir des concessions. La mobilisation de masse y est vue comme un élément de dernier recours. Ces fédérations organisent donc rarement des grèves, ne serait-ce que d'une seule journée.

Le résultat, c'est que leur pratique ne soutient pas la mobilisation de masse requise pour garder en vie la culture de l'assemblée générale et de la grève. Ces associations reproduisent alors les problèmes typiques des syndicats contemporains : sans mobilisation au jour le jour, la participation de la base décline. La direction syndicale ou associative perçoit alors ses membres comme apolitiques, désintéressés, toujours-jamais prêts à participer à des grèves et des mobilisations larges. Et, tout comme la présence d'un noyau militant pratiquant un syndicalisme de combat peut renforcer la culture de mobilisation à la base, la pratique lobbyiste renforce le sentiment d'aliénation des membres face aux syndicats. Comme la direction ne mobilise pas les membres sur une base régulière, la culture de mobilisation disparaît et la participation démocratique décline. Les nouvelles personnes recrutées à la direction entrent alors en poste en croyant que la mobilisation est impossible et que les membres ne *veulent* pas participer aux structures démocratiques.

Après le tournant néolibéral des années 1980, la montée des tactiques lobbyistes des syndicats et la supposée « fin de l'histoire », le syndicalisme de combat a perdu beaucoup d'influence au sein du mouvement étudiant. L'ANEEQ s'est dissoute en 1993 et a été remplacée par la FECQ et le FEUQ.

Mais ces fédérations lobbyistes qui ont dominé le mouvement étudiant dans les années 1990 ne sont toutefois pas invincibles. Un combat de 15 ans et deux tentatives pour construire une alternative furent nécessaires pour venir à bout de leur hégémonie. À plusieurs égards, les noyaux militants sur les campus ont importé les structures et les pratiques du mouvement syndical combattif des années 1960 et 1970. La période allant de 1994 à 2012 fut donc une période de reconstruction, où les nouvelles et les nouveaux militants ont travaillé tranquillement à reconstruire une gauche étudiante, influencée alors aussi par des principes anarchistes qui ont mis l'accent sur la démocratie directe et l'action directe. L'ASSÉ fut également profondément marquée par le mouvement altermondialiste du début des années 2000 et par la vague de résistance à l'austérité depuis la crise de 2008. Mais ces changements sociaux, politiques et historiques auraient eu peu d'importance sans les militantes et les militants étudiants qui ont construit et maintenu les structures de la grève et de l'assemblée générale.